

REPORTERS SANS FRONTIERES

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

47, Rue Vivienne

75002 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

REPORTERS SANS FRONTIERES

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

47, Rue Vivienne

75002 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'assemblée générale de l'association REPORTERS SANS FRONTIERES

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association REPORTERS SANS FRONTIERES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 1^{er} juin 2023

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Djamel Zahri

Djamel ZAHRI



ASSOCIATION REPORTERS SANS FRONTIERES

47 Rue Vivienne

75002 PARIS

Siret : 34368422100041

Etats Financiers

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

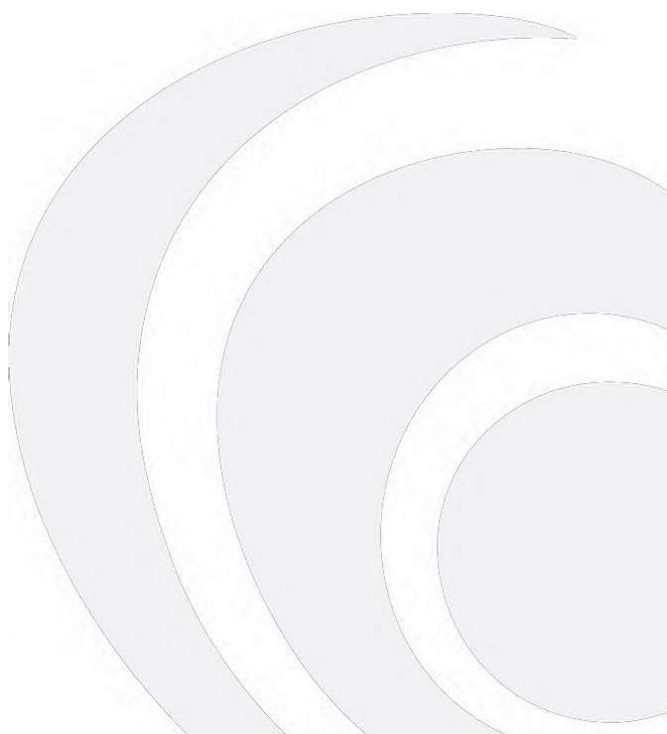


Sommaire

ETATS FINANCIERS	3
Bilan - Actif	5
Bilan – Passif	5
Compte de résultat	7
Compte de résultat - Suite	7
ANNEXE	9
Faits caractéristiques	10
Présentation de l'association Reporters Sans Frontières	10
Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable	10
Changement de méthode comptable	11
Evénements significatifs postérieurs à la clôture	11
Règles et méthodes comptables	12
Notes sur le bilan	15
Actif immobilisé	15
Actif circulant	16
Dépréciation des actifs	17
Fonds propres	18
Provisions	18
Dettes	19
Comptes de régularisation	20
Notes sur le compte de résultat	21
Chiffre d'affaires et ressources	21
Charges et produits d'exploitation et financiers	23
Résultat exceptionnel	24
TVA et impôts sur les bénéfices	24
Autres informations	24
Hors bilan	25
APPEL PUBLIC A LA GENEROSITE	26
Compte de résultat par origine et destination	27



Etats Financiers



Bilan - Actif

	31/12/2022			31/12/2021
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	65 518	34 195	31 322	33 825
Immobilisations corporelles				
Constructions	2 192 500	1 671 672	520 828	630 453
Autres immobilisations corporelles	764 471	593 330	171 142	177 112
Immobilisations corporelles en cours	11 140	-	11 140	-
Immobilisations financières				
Prêts	42 015	-	42 015	42 015
Autres	3 090	-	3 090	90
TOTAL I	3 078 734	2 299 197	779 537	883 494
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	176 729	176 729	-	-
Avances et acomptes	7 238	-	7 238	-
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	520 874	81 980	438 893	461 896
Autres	1 130 661	-	1 130 661	1 059 986
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Disponibilités	8 166 110	-	8 166 110	3 308 649
Charges constatées d'avance	49 672	-	49 672	51 408
TOTAL II	10 051 284	258 709	9 792 575	4 881 939
Frais d'émission des emprunts (III)	-	-	-	-
Primes de remboursement des emprunts (IV)	-	-	-	-
Ecart de conversion Actif (V)	-	-	-	-
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	13 130 018	2 557 906	10 572 112	5 765 434

Bilan – Passif



	31/12/2022	31/12/2021
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres complémentaires	59 455	59 455
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation	-	-
Réserves		
Réserves pour projet de l'entité	2 746 283	2 063 698
Report à nouveau	-	-
Excédent ou déficit de l'exercice	651 058	682 585
Situation nette (sous total)	3 456 797	2 805 738
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	3 456 797	2 805 738
FONDS REPORTES ET DEDIES		
TOTAL II	-	-
PROVISIONS		
Provisions pour risques	202 500	187 500
Provisions pour charges	-	12 000
TOTAL III	202 500	199 500
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	637 000	793 242
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	702 012	560 711
Dettes fiscales et sociales	451 563	333 042
Autres dettes	218 980	233 101
Produits constatés d'avance	4 902 056	839 533
TOTAL IV	6 911 611	2 759 630
Ecarts de conversion Passif (V)	1 204	565
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	10 572 112	5 765 434

Compte de résultat

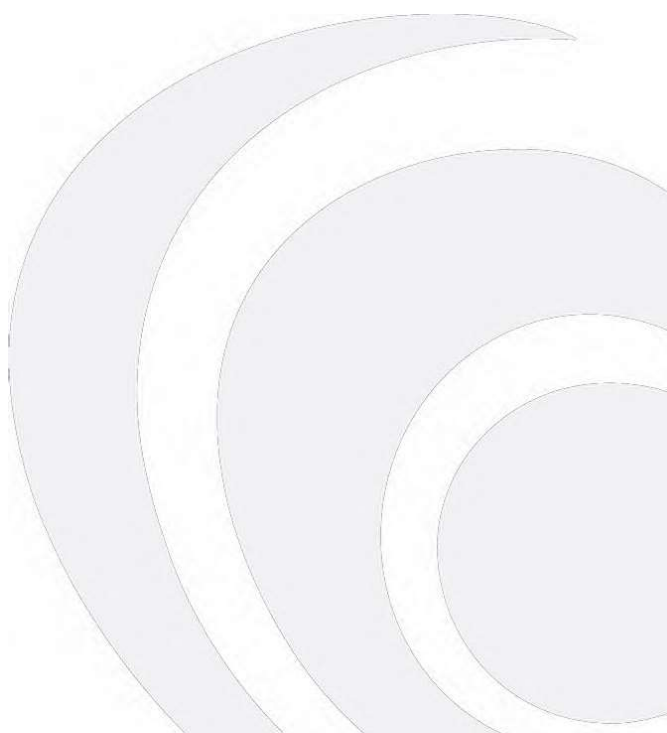
	31/12/2022	31/12/2021
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	15 379	11 120
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	1 167 707	1 089 928
Ventes de prestations de service	103 158	108 655
Concours publics et subventions d'exploitation	1 556 642	1 084 732
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	1 288 648	1 092 935
Mécénats	50 000	75 000
Legs, donations et assurances-vie	-	207 385
Contributions financières reçues	7 164 113	3 993 519
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	73 424	105 372
Autres produits	370 177	277 791
TOTAL I	11 789 246	8 046 437
CHARGES D'EXPLOITATION		
Variation de stock de marchandises	7 771	46 779
Autres achats et charges externes	6 214 253	3 649 361
Aides financières	1 084 928	579 975
Impôts, taxes et versements assimilés	233 097	200 379
Salaires et traitements	2 324 922	1 809 872
Charges sociales	965 439	711 588
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	194 501	172 940
Dotations aux provisions	15 000	157 000
Reports en fonds dédiés	-	-
Autres charges	64 158	46 329
TOTAL II	11 104 071	7 374 223
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	685 176	672 213
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	-	2
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	-	-
Différences positives de change	24 469	65 223
TOTAL III	24 469	65 225
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	9 221	11 570
Différences négatives de change	43 324	37 100
TOTAL IV	52 544	48 670
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	28 075	16 555
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	657 100	688 769

Compte de résultat - Suite

	31/12/2022	31/12/2021
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	12	-
Sur opérations en capital	-	-
Total V	12	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	44	-
Sur opérations en capital	-	364
Total VI	44	364
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	32	364
Impôts sur les bénéfices (VIII)	6 010	5 820
Total des produits (I + III + V)	11 813 727	8 111 662
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	11 162 669	7 429 078
EXCEDENT OU DEFICIT	651 058	682 585

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	327	18 194
Prestations de services en nature	734 522	796 577
Bénévolat		
TOTAL	734 849	814 771
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	-	
Mises à disposition gratuite de biens	327	18 194
Prestations en nature	734 522	796 577
Mise à disposition gratuite de biens et services		
TOTAL	734 849	814 771

Annexe



Faits caractéristiques

Présentation de l'association Reporters sans frontières

Fondée en 1985, Reporters sans frontières (RSF) s'efforce de porter la vision d'un monde dans lequel tous les peuples peuvent accéder à des informations fiables leur permettant de bien comprendre les défis mondiaux actuels et de se forger leur propre opinion.

RSF promeut la liberté, le pluralisme et l'indépendance du journalisme, notamment en venant à la défense de ceux qui incarnent ces idéaux. Bénéficiant d'un statut consultatif auprès des Nations Unies, de l'UNESCO, du Conseil de l'Europe, de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), et de la cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, RSF est reconnue dans le monde entier comme l'ONG de référence pour la défense et la promotion de la liberté de l'information.

Sa présence mondiale à travers son vaste réseau international (secrétariat international basé à Paris, quatorze sections et bureaux régionaux ainsi que correspondants dans plus de 130 pays) permet à RSF de mobiliser son soutien, de relever des défis et exercent une influence tant sur le terrain que dans les ministères et les circonscriptions où les normes et les lois sur les médias et Internet sont rédigées.

Sa stratégie d'intervention s'articule autour des priorités suivantes :

- Assurer l'avenir du journalisme d'enquête et de reportage
- Garantir un journalisme digne de confiance en protégeant son indépendance
- Lutter contre les atteintes technologiques à la liberté et au pluralisme du journalisme
- Contrer les offensives globales visant à réduire l'espace du journalisme

L'organisation est indépendante de toute tendance politique, de tout intérêt économique et de toute croyance religieuse. Son financement repose de façon équilibrée sur la générosité du public, les mécénats privés, la vente des albums "100 photos pour la liberté de la presse" d'une part et les subventions publiques d'autre part. Elle agit en toute transparence pour apporter des garanties à celles et ceux qui nous soutiennent.

Reporters sans frontières est membre de l'association Reporters sans frontières international, qui assure la coordination entre les différentes sections nationales de l'ONG.

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Guerre en Ukraine

Les dons et contributions financières reçus par l'association en vue de soutenir ses activités en lien avec la guerre en Ukraine ont contribué à hauteur 2.9 M€ aux ressources de l'exercice.

A noter par ailleurs que les fonds reçus en vue de soutenir les activités en lien avec la guerre en Ukraine participent à la progression des contributions financières à hauteur de 2.6 M€.

La progression des produits constatés d'avance est liée également, en partie, aux fonds reçus dans ce contexte, à hauteur de 0.7 M€, mais également à :

- La signature d'une convention avec l'Agence Française de Développement : 2.8 M€ reçus (dont 1.7 M€ enregistrés en produits constatés d'avance)
- La signature d'une convention avec le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas : 1.5 M€ reçus et enregistrés en produits constatés d'avance en totalité.

Ces fonds reçus et enregistrés en produits constatés d'avance, avec lesquels les actions seront menées en 2023, participent à la forte progression de la trésorerie.



Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice

Evénements significatifs postérieurs à la clôture

Les opérations militaires en Ukraine commencées le 24 février 2022 et les sanctions prises contre la Russie par de nombreux Etats qui auront des incidences sur l'activité de nombreux groupes internationaux et ont une incidence sur l'économie mondiale.

Au niveau de notre entité, les événements induits auront probablement un impact sur la performance, la valorisation et la liquidité des actifs. A ce jour, ces risques sont toutefois difficilement chiffrables et il est difficile d'avoir une visibilité sur les impacts à moyen et long terme.

Ces risques feront l'objet d'un suivi au regard de l'évolution de la situation sur 2023. Aucun impact n'est à mentionner sur les comptes au 31 décembre 2022.

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022, dont le total est de 10 570 632 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 651 058 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2022 ont été établis et présentés conformément aux dispositions des règlements n°2018-06 et n°2020-08 de l'ANC relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Les informations requises en matière d'appel à la générosité du public comprennent un Compte de Résultat par origine et par destination, la présentation des principes et méthodes d'élaboration du CER, le CER et un tableau de variation des fonds propres spécifiques (articles 432-1 et suivants du règlement comptable ANC 2018-06).



Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 20 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 3 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. Les valeurs résiduelles des immobilisations sont considérées comme nulles car non significatives ou non mesurables.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Stocks d'albums

Reporters sans frontières bénéficie depuis 2006 d'un outil de suivi des stocks d'albums invendus conservés, dans les entrepôts France Messagerie (Presstalis auparavant).

Les stocks d'albums sont valorisés au prix de revient supporté par Reporters sans frontières, à partir duquel est pratiquée une dépréciation de 100%, dans la mesure où le taux d'écoulement commercial de ces quantités est négligeable.

**Créances et Dettes**

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Contributions financières et subventions

À noter que le terme « subvention » est utilisé lorsqu'il s'agit de versements, d'aides et de financement de nature publique (versés par l'Etat, des collectivités publiques, des établissements publics ou des fonds versés par l'Union Européenne).

Lorsque l'association reçoit des versements provenant d'organismes privés (organismes affiliés, fédérations ou unions), il s'agit de contributions financières.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Concessions brevets licences marques logiciels	65 518	-	-	65 518
Immobilisations incorporelles	65 518	-	-	65 518
- Constructions sur sol propre	2 192 500			2 192 500
- Installations générales, agencements aménag. divers	470 873			470 873
- Matériel de bureau et informatique mobilier	260 068	33 531		293 599
- Immobilisations corporelles en cours	-	11 140		11 140
Immobilisations corporelles	2 923 441	44 671	-	2 968 111
- Prêts et autres immobilisations financières	42 105	3 538	538	45 105
Immobilisations financières	42 105	3 538	538	45 105
ACTIF IMMOBILISE	3 031 063	48 208	538	3 078 734

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste		-		-
Acquisitions	-	44 671	3 538	48 208
Augmentations de l'exercice	-	44 671	3 538	48 208
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste		-		-
Virements vers l'actif circulant			538	538
Mises hors service	-	-		-
Diminutions de l'exercice	-	-	538	538

**Immobilisations financières**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Amortissements des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Concessions brevets licences marques logiciels	31 693	2 502	-	34 195
Immobilisations incorporelles	31 693	2 502	-	34 195
- Constructions sur sol propre	1 562 047	109 625	-	1 671 672
- Installations générales, agencements aménag. divers	336 682	14 918	-	351 600
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	217 147	24 583	-	241 730
Immobilisations corporelles	2 115 876	149 126	-	2 265 002
ACTIF IMMOBILISE	2 147 569	151 628	-	2 299 197

Actif circulant**Etat des créances**

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 746 312 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Prêts	42 015	-	42 015
Autres	3 090	-	3 090
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés	520 874	520 874	-
Autres	1 130 661	1 130 661	-
Charges constatées d'avance	49 672	49 672	-
Total	1 746 312	1 701 207	45 105
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

**Produits à recevoir**

	Montant
Créances clients - factures à établir	76 572
Fournisseurs - AAR	6 605
Organismes sociaux - produit à recevoir	-
Tva sur FNP	11 584
Divers - produits à recevoir	172 160
Total	266 921

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations fin de l'exercice
Stocks	184 500	42 873	50 645	176 728
Créances	81 980			81 980
TOTAL	266 480	42 873	50 645	258 708
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		42 873	50 645	
Financières				
Exceptionnelles				

**Fonds propres****Tableau de variation des fonds propres**

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont Générosité du public	Montant	Dont Générosité du public	Montant	Dont Générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	59 455							59 455
Réserves	2 063 698	682 585	459 882					2 746 283
Excédent ou déficit de l'exercice	682 585	- 682 585	- 459 882	651 058	226 128			651 058
Situation nette	2 805 738	-	-	651 058	226 128	-	-	3 456 796
Fonds propres consommables								-
Subventions d'investissement								-
Provisions réglementées								-
TOTAL	2 805 738	-	-	651 058	226 128	-	-	3 456 796

Provisions**Tableau des provisions**

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	1 500				1 500
Autres provisions pour risques	186 000	15 000			201 000
Autres provisions pour charges	12 000		12 000		0
TOTAL	199 500	15 000	12 000	0	202 500
Répartition des dotations et reprises :					
Exploitation		15 000	12 000		
Financières					
Exceptionnelles					

**Dettes****Etat des dettes**

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 6 911 612 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	637 000	158 115	478 885	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	702 012	702 012		
Dettes fiscales et sociales	451 563	451 563		
Autres dettes (**)	218 980	218 980		
Produits constatés d'avance	4 902 056	4 902 056		
TOTAL	6 911 612	6 432 726	478 885	0
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	156 121			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Factures non parvenues	482 119
Intérêts courus s/ emprunts	478
Personnel - congés à payer	136 939
Personnel - indemnités CDD à payer	11 704
Charges s/provision congés à payer	73 947
Charges s/provision indemnités CDD	6 320
Organismes sociaux à payer	5 579
TVA sur produits à recevoir	5 062
Etat charges a payer	2 998
Clients - Avoirs à établir	39 886
Autres charges à payer	0
Total	765 032

**Comptes de régularisation****Charges constatées d'avance**

	Charges d'exploitation	Charges financières	Charges exceptionnelles
Charges constatées d'avance	49 672		
Total	49 672	0	0

Produits constatés d'avance

	Charges d'exploitation	Charges financières	Charges exceptionnelles
Produits constatés d'avance	4 902 056		
Total	4 902 056	0	0

Les produits constatés d'avance concernent les contributions financières, les subventions et le chiffre d'affaires des ventes d'album.



Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires et ressources**Chiffre d'affaires net**

	31/12/2022
Ventes d'album	1 167 694
Licence et vente des objets promotionnels	13
Refacturation des frais de fonctionnement à RSF International	50 000
Transport refacturé	11 823
Autres produits activités annexes	41 335
Total	1 270 864

La rubrique « ventes prestations de service » comprennent principalement la refacturation des frais de fonctionnement à RSF International, les frais de transport refacturés et les autres produits annexes subventions (subventions gérées par les bureaux).

Concours publics et subventions d'exploitation

Les subventions sont comptabilisées au fur et à mesure de leur utilisation.

Dans le cas où l'intégralité des versements reçus sur l'exercice n'a pas été utilisée, la différence est comptabilisée en PCA.

	Montant
Agence Française de développement	1 481 642
Ministère de la culture	50 000
Paierie Departementale Cote d'Armor	10 000
Autres < 10K€	15 000
Total	1 556 642

**Contributions financières reçues**

Les contributions financières sont comptabilisées au fur et à mesure de leur utilisation.

Dans le cas où l'intégralité des versements reçus sur l'exercice n'a pas été utilisée, la différence est comptabilisée en PCA.

	Montant
Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA)	1 026 091
European Union - UE Ukraine	882 922
Tides Foundation - Ukraine	672 294
European Commission - DG Connect	621 101
European Education and Culture Executive Agency (EACEA) - Creative JT1	495 060
Minister for Foreign Trade and Development Cooperation - Kingdom of the Netherlands	409 792
Fondation Internationale pour les Défenseurs des Droits de l'Homme - Consortium 2	307 145
Fondation de France	250 000
Fondation Internationale pour les Défenseurs des Droits de l'Homme - Afghanistan	231 891
National Endowment for Democracy	243 551
Open Society Foundations - Ukraine	203 873
Wellspring Philanthropic Fund	202 356
Bureau de représentation de Taipei en France	184 518
Open Society Foundations	141 641
Luminate Foundation	135 741
Centre Français d'exploitation du droit de Copie	120 000
International Institute for Democracy and Electoral Assistance	109 725
RSF USA	103 343
Adessium	101 138
Foreign Commonwealth & Development Office	93 546
International Federation for Human Rights	78 268
Limelight Foundation	50 000
Fondation Schöpflin	50 000
Fondation Roi Baudouin	50 000
Free Press Unlimited	42 769
Fondation Nicolas Puech	42 370
Fred Foundation	40 000
Autres < 40 K€	274 978
Total	7 164 113

Autres produits

	Montant
Droits d'auteur 10%	2 468
Royalties 20%	1 555
Royalties sans TVA - Hors CEE	163 164
Redevance JTI	7 477
Produits pub album 20%	135 656
Produits pub album CEE	7 500
SG carte caritative	47 706
Produits divers sans TVA	1 273
Gains de change - Exploitation	3 378
Total	370 177

Les royalties sans TVA - Hors CEE concernent les redevances à recevoir du bureau de Washington.

Charges et produits d'exploitation et financiers**Rémunération des commissaires aux comptes**

Le montant enregistré en charge est de :

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraires de certification des comptes : 15 820 €

Honoraires des autres services : 0 €

Transferts de charges d'exploitation et financières

	Eléments exploitation	Eléments financiers
IJSS et IJ prévoyance	8 513	
Subvention aide à l'embauche	2 267	
TOTAL	10 780	

**Résultat exceptionnel**

	Charges	Produits
Pénalités et amendes fiscales	44	
TOTAL	44	

TVA et impôts sur les bénéfices

Le secteur "publications" est assujéti à la TVA à 100% pour toute son activité commerciale, il est complètement exonéré sur son activité "recherche" et applique un prorata de TVA de 89% pour tout ce qui concerne le fonctionnement de la structure. Ce prorata est ré-évalué chaque année en fonction du chiffre d'affaires.

L'association est soumise aux impôts commerciaux sur l'activité publication depuis l'ouverture de l'exercice 2004.

Autres informations**Effectif**

Effectif moyen du personnel : 55 personnes.

	Hommes	Femmes	Total	Effectif Equivalent Temps plein
Cadres	6	21	27	26
Employés	13	16	28	22
Total	18	37	55	48

Engagements retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier. Les engagements correspondants n'ont pas été constatés sous la forme de provision.

La moyenne d'âge des salariés présents dans les effectifs de Reporters sans frontières au 31 décembre 2022 est de 37 ans et leur ancienneté est de 2 ans 9 mois. Compte tenu de ces éléments, la valorisation des indemnités de départ à la retraite apparaît non significative et n'a pas fait l'objet d'une estimation à la clôture des comptes.



Hors bilan

Hypothécaire

Les engagements hors bilan sont composés de la garantie hypothécaire des locaux de la rue Vivienne pour un montant de 2 350 K€ conformément à l'acte de vente.

Contributions financières

SIDA : SWEDISH INTERNATIONAL DEVELOPMENT COOPERATION AGENCY

Un contrat a été signé en 2021 pour 48 mois (2021 - 2024). Le montant contractuel maximum de la contribution du bailleur s'élève à 44 000 K SEK (équivalent à 4 297 K€ au taux de conversion à la date de signature du contrat), 22.000 K SEK ont été encaissés à fin 2022.

Au titre de 2022, ce contrat contribue à hauteur de 1.027 K€ aux ressources de l'association.

MFA : Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas

Un contrat a été signé le 28 novembre 2022 pour 5 ans (2023 - 2027). Le montant contractuel maximum de la contribution du bailleur s'élève à 10 000 K€,

1.490 K€ ont été encaissés à fin 2022 et comptabilisés en produits constatés d'avance en totalité.

Au titre de 2022, ce contrat ne contribue pas aux ressources de l'association.

Cautions bancaires

Le Crédit Coopératif se porte caution à hauteur de 54 K€ pour le compte de RSF.

Cette caution vise à couvrir les retours d'albums du prestataire Interforum.



Appel public à la générosité

**Compte de résultat par origine et destination**

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	1 354 027	1 354 027	1 386 440	1 386 440
1.1 Cotisations sans contrepartie	15 379	15 379	11 120	11 120
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	1 288 648	1 288 648	1 092 935	1 092 935
- Legs, donations et assurances-vie	-	-	207 385	207 385
- Mécénat	50 000	50 000	75 000	75 000
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	-	-	-	-
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	8 840 415		5 546 911	
2.1 Cotisations avec contrepartie	-		-	
2.2 Parrainage des entreprises	-		-	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	7 164 113		3 993 519	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	1 676 301		1 553 392	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	1 556 642		1 084 732	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	62 645		93 579	
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	-		-	
TOTAL	11 813 727	1 354 027	8 111 662	1 386 440
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES	9 054 846	862 548	5 501 821	694 365
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme en France	3 491 522	405 508	2 620 697	387 688
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	15 332	15 332	2 750	2 750
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme à l'étranger	2 920 296	318 569	1 235 461	253 051
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	2 627 697	123 140	1 642 913	50 875
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	1 188 964	217 482	1 205 696	183 459
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	190 922	167 268	186 025	183 459
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	998 042	50 214	1 019 671	
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	854 976	47 868	531 940	48 734
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	57 873		183 800	
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES	6 010		5 820	
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	-		-	
TOTAL	11 162 669	1 127 899	7 429 078	926 558
EXCEDENT OU DEFICIT	651 058	226 128	682 585	459 882

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	- 734 522	- 734 522	-814 771	-814 771
Bénévolat	-	-		
Prestations en nature	- 734 522	- 734 522	-796 577	-796 577
Dons en nature	-	-	-18 194	-18 194
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE	- 327	- 327	0	
Prestations en nature	-	-		
Dons en nature	- 327	- 327		
TOTAL	- 734 849	- 734 849	-814 771	-814 771
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	625 610	625 610	783 377	783 377
Réalisées en France	625 610	625 610	783 377	783 377
Réalisées à l'étranger	-	-	0	0
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	96 350	96 350	27 996	27 996
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	12 890	12 890	3 398	3 398
TOTAL	734 849	734 849	814 771	814 771

Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1
1 – MISSIONS SOCIALES	862 548	694 365
1.1 Réalisées en France		
- Actions réalisées par l'organisme	405 508	387 688
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France	15 332	2 750
1.2 Réalisées à l'étranger		
- Actions réalisées par l'organisme	318 569	253 051
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger	123 140	50 875
2 – FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	217 482	183 459
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	167 268	183 459
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	50 214	-
3 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT	47 868	48 734
TOTAL DES EMPLOIS	1 127 899	926 558
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-	-
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	-	-
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	1 127 899	926 558

RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N
1 – RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	1 354 027	1 386 440
1.1 Cotisations sans contrepartie	15 379	11 120
1.2 Dons, legs et mécénats		
- Dons manuels	1 288 648	1 092 935
- Legs, donations et assurances-vie	-	207 385
- Mécénats	50 000	75 000
1.3 Autres ressources liées à la générosité du public	-	0
TOTAL DES RESSOURCES	1 354 027	1 386 440
2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-	0
3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	-	0
DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	1 354 027	1 386 440

RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	459 882	
(+) Excédent ou (-) insuffisance de la Générosité du public	226 128	459 882
(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	686 010	459 882

Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (suite)

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	625 610	783 377
Réalisées en France	625 610	783 377
Réalisées à l'étranger	-	-
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	96 350	27 996
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	12 890	3 398
TOTAL	734 849	814 771

	EXERCICE N	EXERCICE N
RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	- 734 849	-814 771
Bénévolat	-	-
Prestations en nature	- 734 522	-796 577
Dons en nature	- 327	-18 194
TOTAL	- 734 849	-814 771

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	EXERCICE N	EXERCICE N-1
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE		
(-) Utilisation		
(+) Report		
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	-	

Informations relatives aux Compte de résultat par origine et destination

En 2020, l'application du nouveau règlement comptable (règlements ANC n°2018-06 et n°2020-08) impliquait qu'un nouveau modèle de compte annuel d'emploi des ressources soit établi par les associations faisant appel à la générosité du public. Dans ce cadre, Reporters sans frontières (RSF) présentait au titre de l'exercice 2020 un compte d'emploi des ressources dont les données n'étaient pas totalement comparables à l'exercice précédent. La préparation du compte d'emploi des ressources sur l'exercice clos 2021 a permis de prendre du recul vis-à-vis du nouveau modèle et ainsi de catégoriser de manière plus fine les charges sur les rubriques du compte d'emploi des ressources. Il en a résulté la catégorisation suivante :

- Ne sont considérés en versement à un organisme central ou à d'autres organismes, que
 - o les versements aux partenaires de consortium
 - o les versements aux bureaux RSF établis à l'étranger
 - o les versements au Forum I&D et à RSF International
 - o les versements aux partenaires de l'assistance et de la coordination internationale s'inscrivant dans le cadre de conventions signées (« grant agreements »)
 - o certains versements dans le cadre de prix octroyés par RSF
 - o et les frais de virement ou perte de change associés à ces versements.
- Sont considérés en coûts de fonctionnement (rubrique 3)
 - o Les frais de dépôt de marque et d'enregistrement
 - o L'appui à la refonte statutaire de RSF
 - o Le développement et la maintenance de certains logiciels tels que l'ERP.

Les ressources (hors résultat de l'exercice et reprise de provisions)

Elles s'élèvent à 11 751 K€ en 2022 (vs 8 018 K€ en 2021).

La répartition des sources de financement (hors résultat de l'exercice et reprise de provisions) de Reporters sans frontières en 2022 est la suivante :

- Les contributions financières sans contrepartie représentent 61% et sont constituées de la part des subventions reconnues sur l'exercice en provenance des fondations privées ou des institutions publiques étrangères,
- Les subventions et autres concours publics représentent 13% des ressources et sont constituées de la part des subventions reconnues sur l'exercice en provenance des autorités administratives françaises ie principalement reçues de l'Agence Française de Développement (AFD),
- Les produits liés à la générosité du public représentent 12% et sont constitués des produits issus des cotisations des adhérents, des dons manuels, des produits issus du mécénat et des legs, donations et assurance vie,
- Les autres produits non liés à la générosité du public représentent 14% et sont principalement constitués, à 82%, de la vente de publications (3 albums de photographie publiés chaque année). Les 18% restants sont constitués de royalties en provenance de RSF USA (151K€), de la facturation de prestation de services (dont 50 K€ à RSF International), de gains de changes et d'autres produits.

Les emplois

Ils s'élèvent à 11 105 K€ en 2022 (hors dotation aux provisions et résultat de l'exercice) (vs 7 245 K€ en 2021).

Les missions sociales réalisées représentent 82% du total des emplois de Reporters sans frontières en 2022, soit 9 055 K€.

Les missions sociales de Reporters sans frontières sont de deux natures :

La première est une mission d'information, de plaidoyer, de sensibilisation qui se nourrit de l'activité des pôles recherche & publications, plaidoyer, communication et des correspondants & représentants de l'organisation (plus de 150 dans le monde entier) afin de dénoncer les atteintes à la liberté de l'information et de porter des recommandations auprès des autorités compétentes. La sensibilisation est quant à elle réalisée par le biais de plusieurs supports tels que les communiqués de presse traduits en plusieurs langues, les rapports d'enquête, le classement mondial de la liberté de la presse et les actions de communication qui ont plus particulièrement concernées en 2022 des campagnes sur l'état de la liberté de l'information dans certains pays en particulier l'Ukraine, ainsi que la refonte totale du site internet de l'organisation. A ceci s'ajoutent les activités liées aux deux initiatives structurelles que sont la Journalism Trust Initiative (JTI) et le Forum pour l'information et la démocratie (Forum I&D).

Cette mission d'information, de plaidoyer, de sensibilisation est également relayée avec force à l'étranger et en particulier par les bureaux situés à Washington, Bruxelles, Tunis, Rio de Janeiro, Londres, Taipei et Dakar. Les coûts liés au financement de ces entités basées à l'étranger sont ainsi répercutés dans la catégorie des missions sociales réalisées à l'étranger.

Dans le cadre de la présentation du CER, il convient de noter que par convention, les salaires des collaborateurs travaillant depuis Paris sont reportés sur la ligne Mission sociale réalisée en France alors même que leur travail concerne l'étranger.

La seconde est une mission d'assistance et de soutien aux journalistes, blogueurs, médias et organisations partenaires menée par les départements de l'assistance et de la coordination internationale.

En 2022, des bourses d'assistance qui ont permis l'exfiltration de journalistes menacés, la prise en charge de frais médicaux, juridiques ou de première nécessité ont été octroyées. 2022 a également été une année exceptionnelle en termes de soutien matériel (gilets pare balle, casques, kits de premiers secours) distribués en Ukraine essentiellement.

A ces bourses individuelles, s'ajoutent les activités de soutien aux médias dont le volume a considérablement augmenté pour répondre au besoin de soutien des médias ukrainiens.

Cette mission s'adresse principalement à des journalistes, blogueurs, médias et organisations partenaires situées à l'étranger et est donc considérée par convention comme intégralement réalisée à l'étranger.

Les frais d'appel à la générosité du public représentant 2% du total des emplois de l'exercice et sont principalement constitués :

- du coût liés aux appels aux dons principalement réalisés par le biais des campagnes papiers, de l'envoi de mailings électroniques et via le site internet,
- du coût de l'impression et de l'envoi de Libre Court, publication trimestrielle destinée aux adhérents et aux donateurs,
- de la masse salariale dédiée à ces activités (pour 50%).

Ils sont distincts des frais de recherche des autres ressources qui représentent 9% du total des emplois de l'exercice et comprennent à la fois :

- les coûts relatifs à la fabrication, à la promotion et à la distribution (frais postaux principalement, RSF bénéficiant d'un accord préférentiel avec ses deux partenaires historiques assurant la distribution que sont France Messagerie - ex Presstalis - et Interforum) des albums de photographies,
- les coûts liés à la recherche de fonds privés et de subventions publiques (coûts salariaux principalement),

Enfin, les frais de fonctionnement représentent 8% des emplois de l'exercice.

Note concernant les contributions volontaires

Reporters sans frontières a notamment bénéficié en 2022 d'espaces publicitaires gracieux dans les médias pour faire valoir son action à hauteur de 625 K€ contre 712 K€ en 2021. Cette diminution s'expliquant principalement par le succès de la campagne institutionnelle « Fight for facts » largement diffusée à titre gracieux par les médias en 2021.